

# Façonnons le développement rural et la transformation agricole inclusive



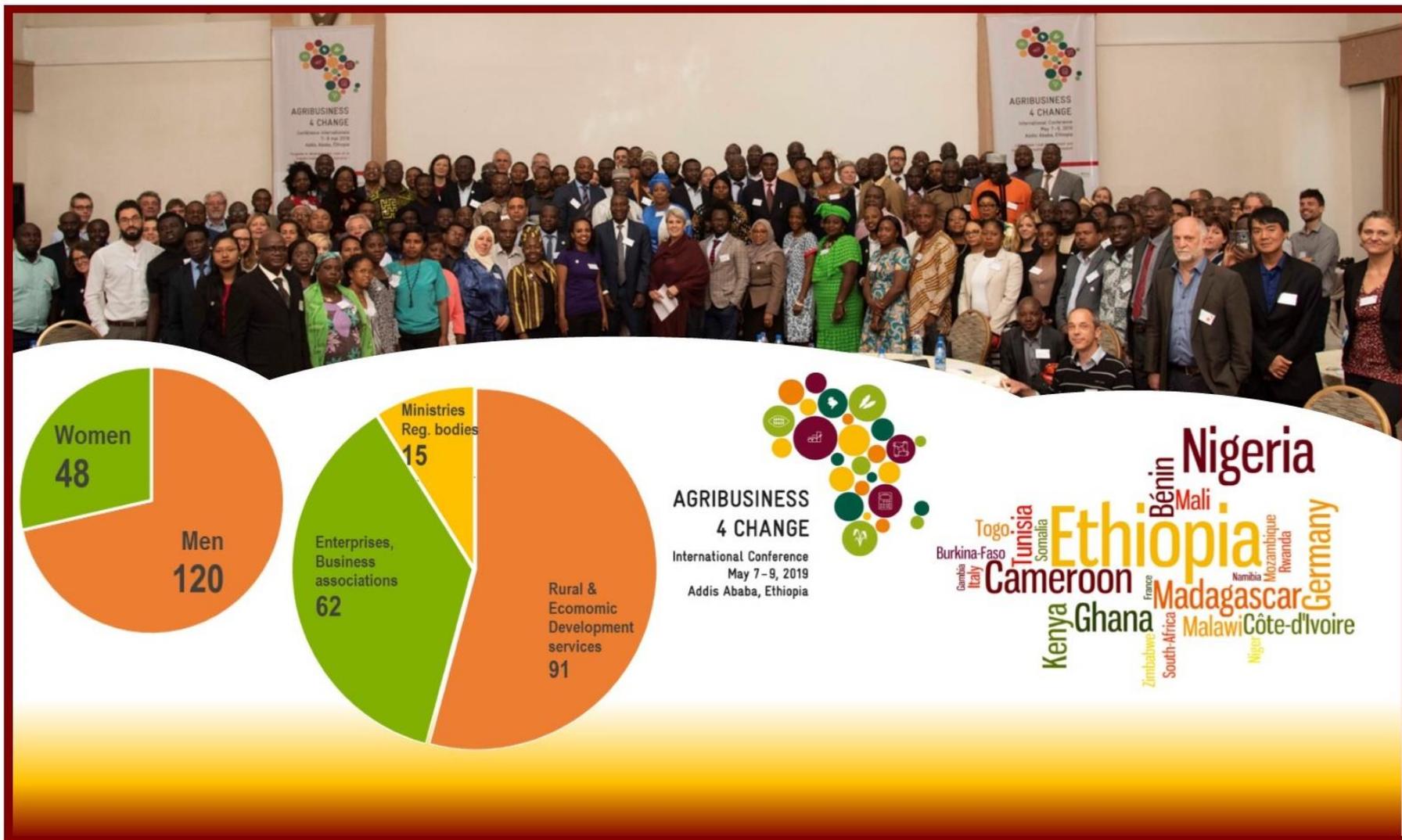
## AGRIBUSINESS 4 CHANGE

International Conference  
May 7–9, 2019  
Addis Ababa, Ethiopia

# Résumé exécutif







## Conclusion et prochaines étapes

L'agriculture familiale africaine nourrit les nations et fournit des matières premières précieuses aux industries nationales et internationales. L'agriculture familiale africaine est donc une activité commerciale. Les agriculteurs, les petits transformateurs, les hommes, les femmes, les jeunes ou les personnes âgées, sont tous des entrepreneurs agro-industriels. Les agripreneurs investissent dans leur entreprise. L'entrepreneuriat est essentiel pour exploiter les possibilités de revenu et d'emploi dans l'agriculture, les organisations professionnelles, les services aux entreprises et les entreprises de transformation en aval. Les compétences et les mentalités de l'industrie agroalimentaire sont la pierre angulaire de politiques et d'investissements efficaces qui se traduisent par une croissance inclusive.

Avec un âge médian de 18 ans, l'Afrique est le jeune continent. Des millions de jeunes entrant sur le marché du travail africain chaque année ont besoin de moyens de subsistance, de revenus et d'emplois. Parmi eux, des experts techniques, des entrepreneurs et des futurs dirigeants issus d'institutions d'enseignement et de formation techniques et professionnels agricoles (ATVET) ont du mal à trouver un emploi ou à créer leur propre entreprise dans les chaînes de valeur agricoles.

En raison de l'urbanisation et de l'évolution des habitudes de consommation, la demande d'aliments et de matières premières pour les industries de transformation augmentera considérablement au cours des prochaines décennies. Ceci et la révolution numérique représentent des opportunités d'investissement pour les secteurs public et privé. Compte tenu des défis démographiques et socio-économiques en Afrique, il est nécessaire d'agir rapidement et à grande échelle pour avoir un impact significatif sur la transformation agricole inclusive, en particulier pour et avec les jeunes Africains.

La conférence **Agribusiness 4 Change** a réuni son expertise afin d'évaluer plus en détail les défis pour une meilleure compréhension commune et de faire le point sur les approches réussies dans les domaines suivants :



## Investissements dans l'agro-industrie et les politiques connexes

- ➔ Les agriculteurs, hommes et femmes, jeunes et vieux, sont des décideurs et des investisseurs privés, en un mot les agro-entrepreneurs. Leurs connaissances, compétences, attitudes et partenariats dans le secteur agro-industriel contribuent à promouvoir un développement économique inclusif. Ils contribuent à la valeur ajoutée par le biais des profits, les salaires pour l'embauche de main-d'œuvre, l'achat d'intrants et l'utilisation de services.
- ➔ L'avenir de l'agro-industrie africaine réside dans les investissements du secteur privé et les investissements publics orientés vers l'avenir. Des investissements publics et privés dans les infrastructures productives et sociales sont nécessaires pour améliorer la production concurrentielle, la valeur ajoutée et la qualité de vie des zones rurales. Tous les investissements doivent être axés sur le marché ou la demande.
- ➔ La croissance du PIB agricole est insuffisante pour savoir s'il existe une croissance inclusive. Le retour aux investissements privés et publics doit être évalué tout au long de la chaîne de valeur afin d'assurer une répartition équitable de la valeur ajoutée.
- ➔ Les gouvernements doivent investir dans l'éducation et établir des conditions propices à l'exploitation des possibilités économiques et d'emploi. Cela comprend l'entrepreneuriat, les TIC à jour, les compétences techniques et pratiques, les connaissances et les compétences pour l'organisation professionnelle, le marketing dans l'agriculture et l'agro-industrie. La combinaison de l'éducation, du développement des compétences, de l'infrastructure et des incitations à rendre l'agriculture attrayante pour les jeunes est un défi politique majeur. Seule la bonne combinaison et, bien sûr, la bonne gouvernance se traduisent par une meilleure performance des petites exploitations, de l'emploi à la ferme et hors ferme pour et par les jeunes professionnels ruraux et des avantages également pour les entreprises en amont et en aval de la chaîne de valeur.
- ➔ Les jeunes entrepreneurs diplômés du secteur agro-industriel engagent les agriculteurs et les jeunes, mobilisent les investissements et jouent un rôle clé dans la modernisation de l'agriculture, de l'agro-industrie et des chaînes de valeur. Pour une entrée effective dans l'agro-industrie, les jeunes doivent être prêts à contribuer à des investissements avec des capitaux propres, par exemple le cadre de programmes de subventions de contrepartie ou de services financiers correspondants. Au-delà de cela, les jeunes ont besoin de soutien pour les investissements financiers, pour l'accès à la terre et pour le développement de compétences pratiques. Dans de nombreux pays africains, les limites du cadre juridique pour l'acquisition de terres par les jeunes et les lois coutumières doivent encore être prises en considération. Les modalités des services financiers ou des systèmes de subventions de contrepartie doivent être alignées sur les besoins, la saisonnalité et les opportunités de marché des petites et moyennes entreprises (PME) du secteur agro-industrie.
- ➔ Les subventions doivent être ciblées sur les investissements de groupes cibles spécifiques ayant besoin d'exploiter des opportunités dans le secteur agro-industriel et limités en termes de montant et de temps. Faciliter l'accès à la microfinance, la réduction des taux d'intérêt ou la formation gratuite constituent déjà des subventions. Cela signifie que les subventions ne sont pas seulement des investissements en capital. Les subventions doivent être intégrées dans les calculs de rentabilité économique et traitées comme un investissement. Il ne devrait pas y avoir de subvention sans la contribution des agripreneurs,

et il ne devrait pas y avoir de subvention sans suivi et évaluation. Les bénéfices générés par les investissements en capital subventionnés doivent être réinvestis dans l'entreprise. À moyen terme, cela se traduira par une indépendance par rapport à ces subventions. La bonne gouvernance améliorera efficacement la conduite des affaires et la croissance inclusive !

### Approches à grande échelle, impacts et réduction de l'écart

- ➔ Se référant aux défis démographiques et au développement lent de l'industrie, l'entrepreneuriat semble être l'option numéro 1 pour l'agriculture familiale africaine, la jeunesse et la transformation rurale.
- ➔ Des approches standardisées telles que l'Ecole d'Entrepreneuriat Agricole (EEA) permettent une mise en œuvre à grande échelle. Il doit y avoir suffisamment de place pour s'adapter à d'autres contextes si nécessaire et ils doivent être intégrés aux chaînes de valeur.
- ➔ Se concentrer sur les problèmes et les opportunités, la pertinence sociale, économique et environnementale, la validation par les parties prenantes, les preuves des impacts et l'accès décentralisé améliorent l'adoption de ces innovations. De plus, les approches normalisées aident à structurer la collaboration entre les partenaires, y compris les producteurs, et sur une plus grande échelle.
- ➔ Les approches des programmes régionaux et globaux de coopération allemande pour le développement ont été couronnées de succès pour plus de 3 millions de petits exploitants africains depuis 2008. Elles s'appuient sur les investissements de partenaires publics et privés et sont progressivement reprises par des programmes bilatéraux et nationaux, des entreprises ou d'autres donateurs, comme le montre lors du marché de l'innovation. Néanmoins, il faut beaucoup plus d'échelle, de rapidité et d'appropriation africaine pour combler l'écart entre les populations rurales et les jeunes qui ont besoin de revenus provenant d'un emploi (autonome).
- ➔ Plutôt que de réinventer la roue, le déploiement d'approches réussies permet d'économiser du temps et des ressources. Les adoptants doivent comprendre l'ensemble du processus d'innovation, les facteurs de réussite / de risque et ce qu'il implique pour l'adaptation.
- ➔ Le succès et la mise à l'échelle dépendent également du développement de réseaux de professionnels hautement motivés comme ceux honorés en tant que pionniers de l'EEA au cours de la conférence. Ils ont la même compréhension de l'approche standard adoptée dans tous les pays et en font un héritage pour les nouveaux maîtres formateurs africains.

### Créer un emploi autonome

- ➔ De nombreuses possibilités de création d'emplois formels et non formels (autonome) existent à la ferme, dans les domaines de la transformation, des services non agricoles, de l'approvisionnement en intrants, de la logistique, de la mécanisation, des organisations de producteurs et d'autres services - publics et privés. Dans ce domaine, il y a un potentiel particulièrement élevé de faire participer les jeunes, par exemple, dans la transformation ultérieure, la prestation de services au moyen de technologies, des équipements ou des machines modernes.
- ➔ Les entreprises agricoles à forte intensité de main-d'œuvre (cultures vivaces, bétail) et les techniques de production, les matières premières d'origine africaine unique et les produits périssables pour la

transformation offrent plus de potentiel de création de l'emploi et de diversification, réduisant ainsi les migrations. Il peut y avoir des compromis si la mécanisation est essentielle à la compétitivité.

- ➔ Il existe des méthodes pour mesurer / estimer les effets sur l'emploi obtenus dans la promotion de la chaîne de valeur. C'est la base de l'analyse respectivement des investissements correspondants et de l'évaluation.
- ➔ Nous devons nous pencher beaucoup plus sur le secteur non formel parce que la majorité des groupes cibles y opèrent. Pour la conception de la stratégie, la mobilisation des ressources et l'appropriation, il sera utile de distinguer différents degrés d'informalité, par exemple lorsqu'il s'agit de taxation ou de prélèvements sur les exportations. Dans le processus de transformation structurelle, l'emploi formel (autonome) devrait augmenter, tandis que l'emploi non formel (autonome) diminue.
- ➔ Les organisations de producteurs, la production sous contrat et les services aux entreprises hors ferme sont essentiels pour la modernisation de la chaîne de valeur et la création d'emplois formels.

### **Education et développement des compétences en tant qu'investissements pour l'emploi (autonome)**

---

- ➔ L'éducation formelle et le développement des compétences non formelles (à grande échelle) sont complémentaires. L'éducation formelle n'est pas souvent une option à cause de ressources et / ou de qualifications insuffisantes en raison du contexte social. Le développement informel et à court terme des compétences répond aux besoins urgents des jeunes afin de trouver leur passion, leur rôle et de développer les compétences techniques, commerciales et organisationnelles requises pour les chaînes de valeur agricoles. Fournie à un coût moindre et à grande échelle, c'est l'option pour la majorité des jeunes ruraux qui sont moins privilégiés en termes d'éducation scolaire.
- ➔ L'orientation vers les marchés (produits, services et emploi (autonome)) de l'éducation formelle doit être affinée et les programmes ajustés car le savoir est le point de départ. L'éducation formelle dans le secteur agro-industriel doit devenir plus pratique et entrepreneurial car ce sont des aspects clés pour faciliter l'entrée dans ce secteur. Combiner l'éducation formelle avec la formation pratique (système dual) est plus efficace et permet d'acquérir les compétences nécessaires pour améliorer l'employabilité. Cependant, il faudrait créer des pools d'entrepreneurs pour une formation pratique potentielle.

## Politiques agro-industrielles prospectives et ciblées et dialogue connexe avec les jeunes

- ➔ Les jeunes sont des électeurs et déterminent qui est au pouvoir. Les décideurs ont donc intérêt à proposer des processus participatifs multipartites et à assurer la mise en œuvre des politiques convenues.
- ➔ A priori, les jeunes n'ont pas de vocation pour l'agriculture. Les jeunes s'intéressent à l'agriculture et ont des besoins spécifiques en termes de soutien, d'incitations et d'accès amélioré aux ressources. Les barrières à l'entrée, comme l'accès à la terre et aux finances doivent être abaissées. Comme indiqué précédemment, la combinaison judicieuse d'éducation, de développement des compétences, d'infrastructures et de mesures incitatives pour rendre l'agriculture attrayante pour les jeunes est un défi politique majeur.
- ➔ Utilisation de l'existant : Les points d'entrée pour les jeunes dans le dialogue politique peuvent être des politiques nationales pour la jeunesse et/ou des programmes agricoles, des plates-formes, des réseaux nationaux. Une vision commune de la politique et des représentants de la jeunesse est essentielle pour une participation efficace des jeunes aux processus politiques à différents niveaux. Des approches participatives systématiques sont nécessaires à cet effet, car la participation ponctuelle ou temporaire des jeunes aux débats et aux processus politiques aboutit souvent à l'absence de résultats clairs, voire aucun.
- ➔ Il existe peu de bons exemples de participation des jeunes à l'élaboration de politiques dans les pays africains. Il est possible d'améliorer l'orientation actuelle des politiques sur les diplômés en faveur de la majorité des jeunes non diplômés dans les régions rurales. Les pays sont responsables de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques favorables de la jeunesse (par ex. Charte africaine de la jeunesse) tandis que l'UA et les organismes régionaux apportent leur aide. Les progrès effectifs en termes de sensibilisation, de rentabilité et d'impact semblent encore modestes et signalés de toute façon par moins de la moitié des pays africains.
- ➔ La mise à l'échelle de ces politiques et l'appui du public constituent un défi majeur qui exige l'engagement des décideurs et la continuité dans plusieurs mandats. Les politiques des pays industrialisés où la proportion de personnes âgées est beaucoup plus élevée ne constituent peut-être pas la bonne référence.

## Les jeunes s'organisent pour une voix et un pouvoir

- ➔ Au niveau micro, les groupes de jeunes se forment par auto-organisation et acquièrent une légitimité par le biais de représentants et de structures formalisées afin de pouvoir influencer les événements politiques aux niveaux local et national ainsi que d'assurer la mise en œuvre des politiques. Cependant, les organisations de jeunesse elles-mêmes ont besoin de soutien dans leur développement organisationnel pour se développer et devenir des réseaux de pouvoir puissants.
- ➔ Les organisations de jeunes doivent rechercher la représentativité. Cela renforce la reconnaissance du gouvernement au niveau macro et leur permet d'intégrer leurs exigences dans les processus politiques.
- ➔ Les organisations de jeunes peuvent offrir du mentorat, du renforcement des capacités et de l'information à leurs membres pour qu'ils deviennent des entrepreneurs prospères. Ils peuvent coopérer

avec des organisations de producteurs, les organisations de formation ou des programmes pertinents et devenir des points de contact pour les investisseurs.

- ➔ Le secteur des entreprises de collecte et de transformation peut jouer un rôle crucial dans la création et le soutien de ces groupes car ils s'intéressent à l'approvisionnement durable auprès des jeunes agripreneurs et agriculteurs.

### Approches numériques pour l'agro-industrie

---

- ➔ Les approches numériques sont interdisciplinaires. Sortir des silos typiques de la connaissance est donc essentiel pour exploiter avec succès les technologies potentielles de l'information et de la communication afin de diffuser les connaissances et de stimuler l'agro-industrie africaine pour toutes les générations d'agripreneurs.
- ➔ La jeunesse est particulièrement forte pour exploiter les approches numériques. Ils devraient recevoir un soutien en tant qu'utilisateurs et en tant que start-ups à cet effet.
- ➔ Les modèles commerciaux durables de solutions numériques sont essentiels. Pour la coopération au développement, cela signifie qu'il vaut mieux investir dans le développement compétitif des idées, le développement des capacités des start-ups et/ou coopérer avec des entreprises spécialisées au lieu d'embaucher des consultants.
- ➔ Les applications et services numériques sont en hausse. Des entreprises spécialisées, des initiatives et des start-ups ont informé le public sur les services d'agriculture numérique (Digital Farmer Services) et le suivi numérique des formations (ESOKO, Ghana), la nouvelle application FBSInnova développée par AgroInnova (Ghana) et *Smart Apiculture Management Services* (Ethiopie).
- ➔ Le marché de l'innovation a également permis aux médias numériques sur les BPA et la nutrition saine ([www.ssab-africa.net](http://www.ssab-africa.net)), la transformation des produits forestiers non ligneux et sur l'organisation professionnelle (ProPFE Cameroun) de mieux se présenter. L'extension électronique via les lignes d'assistance téléphonique est mise en œuvre par ANADER, Côte d'Ivoire. Ces approches complètent la formation analogique et les formats consultatifs et peuvent littéralement contribuer à changer l'image de l'agriculture aux yeux des jeunes.
- ➔ Néanmoins, les investissements dans les infrastructures de communication et d'énergie dans les zones rurales sont également négligés en faveur des zones densément peuplées, une autre lacune à combler.

### Défis de la culture et de la société

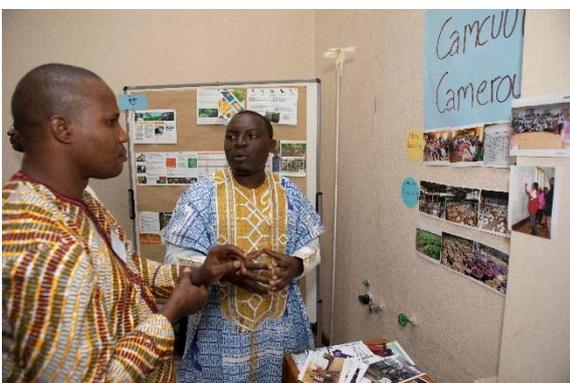
---

- ➔ Les sociétés africaines n'ont pas une perception positive de l'agriculture. Ceci est induit par la pauvreté rurale, la faible attention accordée par les politiques et renforcée par l'urbanisation et les liens vers d'autres « mondes » via Internet et les médias sociaux. Mondialisation - Cela se traduit par une déconnexion croissante des jeunes de l'agriculture et de l'agro-industrie. Depuis la dernière crise alimentaire, il devrait être clair que cela ne peut pas continuer.
- ➔ Comme précédemment mentionné, les politiques de la jeunesse dans le domaine de l'agriculture sont davantage axées sur les jeunes diplômés, cette tendance semble également découler de l'intention de

rehausser cette perception. Cependant, la majorité des jeunes qui vivent et travaillent dans l'agriculture africaine sont moins privilégiés. Ils ont besoin d'un soutien approprié pour renforcer leurs capacités en tant qu'agripreneurs ou fournisseurs de services techniques (voir les approches à grande échelle pour combler la lacune).

- ➔ Les médias de masse et les TIC joueront un rôle essentiel dans la communication des opportunités commerciales, des modèles de rôles pour les jeunes et des exemples de réussite. Les agri-preneurs, hommes et femmes d'âges différents et leurs organisations, devraient avoir l'occasion de constater qu'ils ont investi, travaillé dur et ont réussi. Les bons exemples de réussite et les modèles suscitent l'intérêt des jeunes et peuvent sensibiliser la société au fait que la sécurité alimentaire est pour eux une affaire pour d'autres compatriotes.
- ➔ Il semble bon de sortir des sentiers battus pour exploiter les artistes des médias, les spécialistes des sujets, les journalistes et la télévision. Même si elle n'a pas été présentée au cours de la conférence, il est intéressant de noter la série télévisée Shamba Shape-up du Kenya (<https://shambashapeup.com/>) ; un cas des plus inspirants pour le continent africain qui a en son sein la deuxième nation cinématographique du monde, le Nigeria, après l'Inde et avant les États-Unis.
- ➔ En ce qui concerne la continuité et la modernisation de l'agriculture, le dialogue entre les générations n'a pas été beaucoup abordé. À cet effet, les mentalités doivent changer : (i) des jeunes pour s'engager dans l'agriculture et devenir des entrepreneurs sérieux et (ii) de la génération plus âgée représentée par les parents et le gouvernement pour permettre aux jeunes hommes et femmes de prendre part aux processus de prise de décision et d'accéder aux facteurs de production et aux services.
- ➔ Développer un processus de succession d'une génération à l'autre avant qu'ils ne deviennent inévitables est complexe et sensible dans tous les contextes. En outre, un modèle mental négatif de l'agriculture africaine en tant qu'« activité sans but lucratif » semble être responsable du fait que la passation des exploitations agricoles à la jeune génération n'est pas abordée de manière proactive. Cependant, les cas et les approches présentés au cours de la conférence ont montré que la remise bien préparée avec les « mains chaudes » protège les biens de la famille et l'héritage des héritiers. Les régimes de retraite peuvent faire partie des systèmes d'incitation comme en Allemagne. Dans de nombreux pays africains, il y a des limites de cadres juridiques dans l'héritage, les lois coutumières sont encore à considérer. La réussite de la passation des exploitations agricoles s'appuie sur la sensibilisation à l'esprit d'entreprise et sur l'échange entre les générations.
- ➔ Les jeunes diplômés et les jeunes ruraux sur le terrain ne sont pas connectés. Établir des liens avec des organisations de producteurs, des membres plus âgés et plus jeunes ou le fait de devenir membres peut être une approche de collaboration. La coopération commerciale de jeunes entrepreneurs de l'agro-industrie diplômés avec des agriculteurs et des jeunes moins susceptibles d'avoir accès à une éducation formelle, établit des ponts, crée des emplois et contribue par conséquent à la transformation rurale. Pour atteindre cet objectif, les jeunes doivent participer au dialogue sur les politiques et à la prise de décisions, il faut changer les mentalités des jeunes et des personnes âgées.

## Impressions du marché de l'innovation



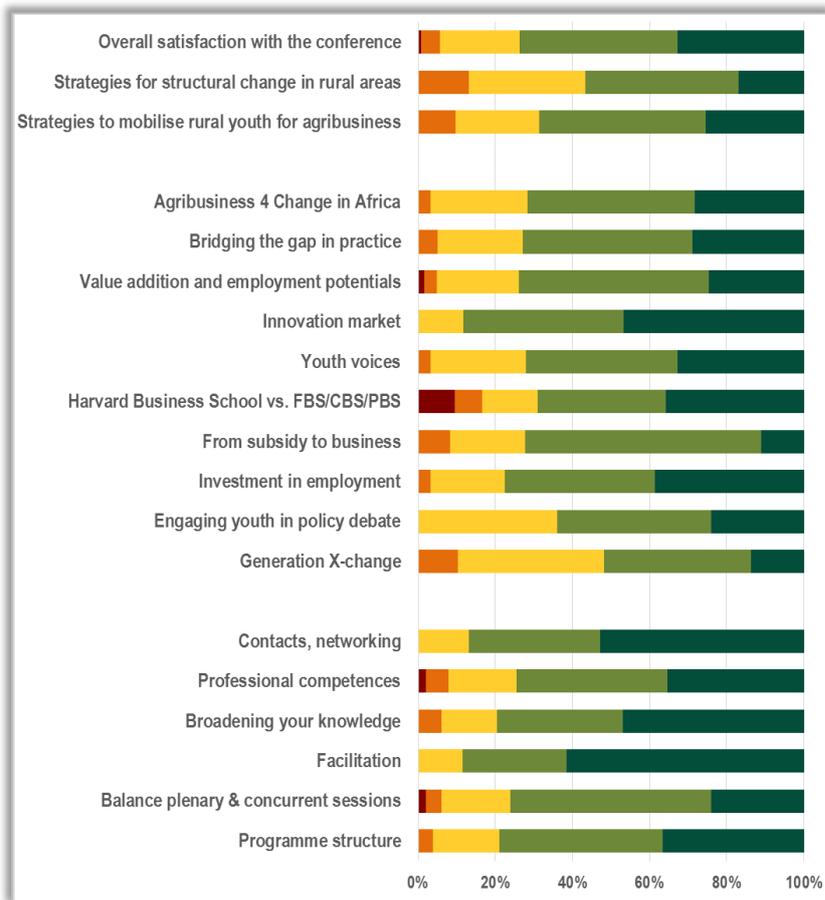
## Évaluation de la conférence



L'évaluation a été organisée en utilisant l'application de la Conférence. La satisfaction globale est très bonne. (79% des sondés sont satisfaits ou très satisfaits).

Le marché de l'innovation a été l'élément de programme avec la plus grande satisfaction (88%) suivi de Vision Lab C: Investissement dans l'emploi. Sauf que la session sur *Generation X-Change* toutes les autres sessions ont reçu des scores de satisfaction totale supérieure à 60%.

Niveau de satisfaction



## Visites sur le terrain : images et voix

Le programme de la conférence a été complété par quatre visites de terrain simultanées dans différentes régions. La première visite sur le terrain a eu lieu dans **la zone Arsi**, située au sud d'Addis-Abeba. Une **usine de traitement de pâtes et de biscuits et un atelier de technologie ART** qui a créé une entreprise dans le but d'employer des jeunes de la région a été visité. Les participants ont également échangé avec les membres d'une coopérative de production de semences.

La deuxième visite sur le terrain s'est également déroulé dans **la zone Arsi** et portait sur **une formation EEA**. Il a s'agit d'échanges avec le formateur au sujet de la formation ainsi qu'avec des groupes de jeunes au sujet de leur modèle d'affaires qu'ils viennent de développer. Ce modèle implique la production de biscuits, de pâtes et de pain pour créer des revenus dans la ville d'Asella à partir de blé d'origine locale. La dernière étape a été la visite d'un centre de services agricoles et les participants ont échangé avec le propriétaire et les employés sur les services offerts par l'entreprise.

La troisième visite sur le terrain est allée à **Dano dans la zone de West Shoa**. Ici, une approche globale du projet a été étudiée, qui comprenait **la production et la transformation du miel, de la cire d'abeille, de l'engraissement du bétail, des aliments pour animaux**, des graines et de l'huile de niger. En outre, le groupe a échangé avec les groupes de producteurs qui assurent la prestation du centre de transformation.

Le quatrième voyage est allé à **Soda Woreda dans la zone de Gurage**. Dans la matinée, **une formation EEA** a été visitée, suivie d'un échange avec les agriculteurs. Ici, la valeur ajoutée des formations EEA est devenue claire. Les agriculteurs ont reconnu la différence par rapport aux formations BPA, car ils comprennent maintenant la raison de l'augmentation des coûts des intrants et peuvent maintenant les évaluer par l'intermédiaire de l'EEA. Les formateurs ont également confirmé qu'avant la formation EEA, les agriculteurs ne voyaient pas l'agriculture comme une entreprise, les affaires ne sont perçues qu'en dehors de l'agriculture. La discussion en cours sur la modification d'état d'esprit au cours de la conférence pourrait donc être directement observée sur place par les agriculteurs après les formations EEA. La dernière étape de cette visite sur le terrain a été la visite **d'un projet d'irrigation moderne** sur des terres communautaires qui implique activement des familles entières avec leurs jeunes.



## Remerciements



**Nous sommes  
reconnaissants**

**Votre soutien et vos contributions ont rendu la conférence possible**

**Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)**

**Ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles de l'Éthiopie**

***Agricultural Transformation Agency d'Éthiopie***

**Ambassade d'Allemagne en Éthiopie et Union Africaine**

**L'équipe éthiopienne de *Global Programme***

***Green Innovation Centre for the Agriculture and Food Sector***

**Tous les programmes, organisations et entreprises qui ont parrainé des participants et étaient présents sur le marché de l'innovation**

### Conférenciers, panélistes et animateurs par ordre d'apparition

Ka Wallah, Strategies!, Cameroun  
Mark Fynn, GIZ CAADP Support Programme  
HE Brita Wagener, ambassadrice de l'Allemagne en  
Éthiopie  
Esayas Lemma, Ministère de l'Agriculture et des Ressources  
naturelles, Éthiopie  
Yemi Adeyeye, YPARD  
Dr. Godfrey Bahigwa, Union africaine  
Magnus Schmid Green Innovation Centre, Éthiopie  
Helene Widmer A4SD-ComCashew,  
Yasmin. Kumi Africa Foresight, Ghana  
Audrey Lagauche, Touton S.A., France  
Nabil Kesraoui, Zitouna Tamkeen, Tunisie  
Eshetayehu Tefera, ATA, Éthiopie  
Adenike Tinubu, Eagleson & Nito Concepts Ltd, Nigeria  
Koffigan Kpevon, FUPROCAT, Togo  
Patrick Ofosu Agyemang, AgroInnova, Ghana  
Abrhame Endrias, Green Agro Solution PLC, Éthiopie  
Mariam Samake, GIZ Mali  
Maness Nkhata Ngoma, LAPE Ltd. Malawi  
Dr. Stephen Oluseun Adeogun, Fed. University of  
Agriculture Abeokuta, Nigeria

Priscilla Asare-Danquah, Ghana Cocoa Board  
Ekundayo Mejabi, Nigeria  
Ruramiso Mashumba, Zimbabwe Farmers Union  
Prisca Raharimboahangy, Symrise Madagascar  
Dr. Uli Sabel-Koschella, GIZ, Allemagne  
Gabriel Litunya, Kenya  
Benson Nyariaro, ENABLE Youth, Kenya  
Nicole Bolomey Andreas Hermes Academy,  
Allemagne  
Firmin Ayemou, Côte d'Ivoire  
Hanspeter Schwär, Conseiller économique, BMZ  
Dr. Chimdo Anchala, ATA, Éthiopie

### Logistique et administration

M. Palesch, Directeur de pays et équipe de la GIZ  
Magnus Schmid, Laura de Guevara ;  
Inge Baumgarten, Dorothe Nett, Lisa Hollich;  
Ute Peters, Yoseph Brook; Angage, Allemagne  
Zacharias Abubeker, *Seven Communications and  
Interpreters* de PSITS, Éthiopie  
Capital Hotel Addis Abeba

**Êtes-vous déjà membre de notre communauté EEA & Co? Si non, merci de vous inscrire: [EEA & Co - Approches agro-industrielles pour la transformation rurale](http://www.eea-co.net)**



Mis en place par  
**giz** Deutsche Gesellschaft  
für Internationale  
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

In partnership with



Ethiopian **ATA**  
Agricultural Transformation Agency

## Éditorial

Publié par le

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sustainable Smallholder Agri-Business Programme (SSAB)  
Farmer Business School Advisory Facility

Siège à Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 40  
53133 Bonn  
Allemagne  
Tel +49 (0) 228 44 60-0  
Fax +49 (0) 228 44 60-1766

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5  
65760 Eschborn  
Allemagne  
Tel +49 (0) 61 96 79-0  
Fax +49 (0) 61 96 79-1115

[FBS-Facility@giz.de](mailto:FBS-Facility@giz.de)  
[www.giz.de](http://www.giz.de) | [www.a4sd.net](http://www.a4sd.net) | [www.ssab-africa.net](http://www.ssab-africa.net)

En date de                      Juin 2019

Conception,  
infographie et mise en      Annemarie Matthess, Susanne Kempf  
page

Crédits photos                Zacharias Abubeker, Seven Communications

Rapport de                      Annemarie Matthess, Veronika Kling, Daria Hasse, Susanne  
   Kempf, Charlotte Chirimuuta, Minnie Balep

La GIZ est responsable du contenu de cette publication.

Au nom de la  
Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)



[www.a4sd.net](http://www.a4sd.net)



[www.ssab-africa.net](http://www.ssab-africa.net)

